



CHAPITRE 69

Loi modifiant la Charte de la Société
générale de financement du Québec

[Sanctionnée le 22 décembre 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

1962, c.
54, a. 9,
mod.

1. L'article 9 de la Charte de la
Société générale de financement du Qué-
bec (1962, chapitre 54), modifié par l'arti-
cle 2 du chapitre 76 des lois de 1966/1967,
l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1969,
l'article 2 du chapitre 78 des lois de 1971
et l'article 9 du chapitre 52 des lois de
1972, est de nouveau modifié en ajoutant,
après le quatrième alinéa, le suivant:

Souscrip-
tion du
gouver-
nement.

« Il est aussi autorisé à souscrire au
même nom, avant le 31 décembre 1975,
vingt cinq millions de dollars payables
sur le fonds consolidé du revenu, pour
deux millions cinq cent mille actions ordi-
naires de la Société. »

1962, c.
54, a. 9a,
mod.

2. L'article 9a de ladite loi, édicté par
l'article 3 du chapitre 78 des lois de 1971,
est modifié en remplaçant, dans les deuxiè-
me et troisième lignes du premier alinéa,
les mots « du quatrième alinéa », par les
mots « des quatrième et cinquième ali-
néas ».

Id., a. 18,
aj.

3. Ladite loi est modifiée en ajoutant
après l'article 17 le suivant:

Rapport
annuel.

« **18.** La Société doit, au plus tard le
30 juin de chaque année, faire au ministre
de l'industrie et du commerce un rapport

CHAPTER 69

An Act to amend the Charter of the
General Investment Corporation of Qué-
bec

[Assented to 22nd December 1973]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. Section 9 of the Charter of the
General Investment Corporation of Qué-
bec (1962, chapter 54), amended by sec-
tion 2 of chapter 76 of the statutes of
1966/1967, section 1 of chapter 72 of the
statutes of 1969, section 2 of chapter 78
of the statutes of 1971 and by section 9 of
chapter 52 of the statutes of 1972, is again
amended by adding, after the fourth
paragraph, the following:

1962, c.
54, s. 9,
am.

“He is also authorized to subscribe, on
the same behalf, before the 31st of De-
cember 1975, twenty-five million dollars
payable out of the consolidated revenue
fund, for two million five hundred thou-
sand common shares of the company.”

Subscrip-
tion of
govern-
ment.

2. Section 9a of the said act, enacted
by section 3 of chapter 78 of the statutes
of 1971, is amended by replacing the
words “fourth paragraph” in the third
line of the first paragraph by the words
“fourth and fifth paragraphs”.

1962, c.
54, s. 9a,
am.

3. The said act is amended by adding
after section 17, the following:

Id., s. 18,
added.

“**18.** The Corporation shall, not later
than June 30 each year, make a report
of its activities for its preceding fiscal

Annual
report.

de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le ministre prescrit ainsi que ceux que la Loi des compagnies oblige les administrateurs à fournir annuellement aux actionnaires.

Dépôt.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Renseignements.

La Société doit, en outre, fournir en tout temps au ministre de l'industrie et du commerce tout renseignement qu'il requiert sur ses activités. »

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

year to the Minister of Industry and Commerce. Such report must contain all the information prescribed by the Minister as well as that which the Companies Act requires directors to supply each year to shareholders.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

The Corporation shall, furthermore, at any time, supply the Minister of Industry and Commerce with any information he requires on its activities."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.